



Conseil de Développement du Pays Basque
Euskal Herriko Garapen Kontseilua

Projet de contribution-s du CDPB sur le projet TIGA

VALIDE PAR LE BUREAU DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS BASQUE

14/08/2017

Notre analyse

La situation de l'agriculture et de la pêche, et de leur modèle de développement

Près de 10 000 emplois directs entre agriculture, pêche et agroalimentaire. Un secteur aussi important que le tourisme...

	
Une agriculture familiale, peu intensive, de qualité. Une agriculture structurée, organisée en filières (1/2 des exploitations sous AOC)	Un modèle 1 ferme = 1 agriculteur : 4500 TPE agricoles où les marges d'innovations sont étroites
Une forte demande d'installation. Pays Basque = 1 ^{er} territoire d'installation en France	Déprise agricole et transmission très difficile des exploitations aux HCF. Une pression foncière importante sur tout le Labourd
Un fort niveau d'intégration amont-aval, de la transformation à la ferme aux IAA (TPE ou PME), organisés collectivement (Idoki, Cluster...), reconnus localement et sur les marchés extérieurs	Quelles marges de progression significative ?
Une « agriNATURELLE » : agriculture très insérée dans son environnement naturel qu'elle exploite, protège, aménage (cf. pastoralisme, entretien montagne)	Un modèle « naturel » propre au Pays Basque
Une « agriPASSION » : la société civile basque les élus très impliqués dans l'avenir de l'agriculture, valorisant ses richesses, les produits locaux...	Un décalage entre l'empathie et les pratiques réelles des consommateurs locaux

Une « agriCULTURELLE » : une activité très liée à l'identité basque, son mode de vie, la transmission de la culture, de pratiques ancestrales, de l'oralité ; de grands artistes parmi les agriculteurs	Une identité propre au Pays Basque (nord) ... donc peu transférable sur d'autres territoires... !!
Une filière pêche d'environ 750 emplois (dont 250 en mer) + aquaculture. Criée de St-Jean de Luz : 1 ^{ère} de l'ancienne Aquitaine, 5 ^{ème} en valeur au plan national	Une baisse d'activité importante sur 2005-2010 (perte d'un quart des navires, -40% de production à la Criée).
Des démarches de qualité sur pêche, des tentatives de relance de la transformation, programme ITSASOA sur nouvelles techniques de pêches, etc. Unique lycée maritime de la région (Ciboure), pôle INRA à St Pée...	Une filière soumise à de nombreuses contraintes structurelles (prix du carburant, accès aux ressources, coût élevé des investissements...) et de l'Union européenne. Projet transformation dans l'impasse...
Aquitaine dans les 2 premières régions aquacoles de France avec des exploitations piscicoles concentrées sur la Nive (20 dont 12 sur la Nive des Aldudes, dans des démarches qualité).	Des exigences environnementales fortes. Les autorisations délivrées aux piscicultures sont de plus en plus contraignantes. Une image à faire progresser...

L'agriculture au regard de la gouvernance alimentaire et de la transition écologique & énergétique

	
Une production locale de qualité, une forte croissance de l'agriculture bio en peu d'années	Une autonomie alimentaire faible (en dehors des protéines animales : viande et lait. Une prédominance de l'élevage, certes peu intensif, mais plus producteur de GES
Une demande sociale forte des consommateurs. Le renouveau des marchés (Bayonne, Anglet)	Une offre inadaptée à la demande (légumes, fruits, volailles...), nécessitant la prise en compte d'un bassin de production pour y répondre.
Une forte dynamique associative, militante, citoyenne et entrepreneuriale pour favoriser les circuits courts (Garoa, Otsokop, Eusko, Amap...)	Un éclatement des initiatives et des modèles économiques collaboratifs
Une mobilisation forte des collectivités territoriales ces dernières années pour leur restauration collective (Bayonne, CD64...)	Des marges de progrès importantes à avoir au niveau communal (+ restauration intercommunale), lycées, restauration dans le secteur social et médico-social...

Notre Vision du projet TIGA / 6 préconisations

- I. **Notre analyse démontre que le cœur du projet envisagé relève plus de la question du « projet alimentaire de territoire » que de l'agriculture/pêche proprement dits**

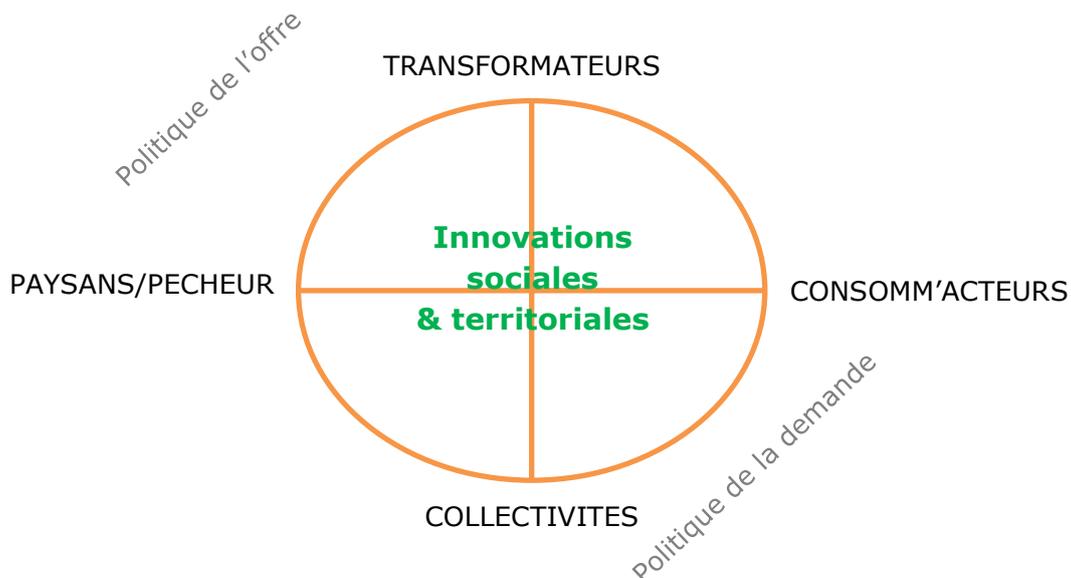
Concernant l'agriculture, il serait intéressant d'impulser une démarche de progrès de toute la chaîne :

- la production agricole
- la transformation
- la distribution
- les modes de consommation :
 - du grand public
 - des professionnels de restauration collective

→ Les marges de progrès dans cette « chaîne de valeur ajoutée » suffisent-elles à concentrer l'ensemble du Projet TIGA du Pays Basque sur cet axe ?

→ Est-ce que le « modèle basque » est suffisamment « exemplaire et reproductible, tant à l'échelle nationale qu'internationale » comme il en est attendu dans l'AMI ?

Le caractère innovant du TIGA Pays Basque consiste sans doute à développer un nouveau modèle de développement durable, afin de d'améliorer et renforcer l'écosystème tel que le montre le schéma ci-dessous.



Un écosystème plus intégré et plus performant amènera à envisager différemment la « politique de l'offre » et celle de la « demande ». Deux orientations peuvent se dessiner :

→ STRUCTURER la demande : celle des consommateurs (restauration collective, distribution, modèles alternatifs de consommation)

→ FAIRE EVOLUER l'offre : celle des paysans, des pêcheurs, des transformateurs, des industriels... l'aide aux filières et à leurs mutations

L'accompagnement au changement sera producteur d'innovations sociales et territoriales dans les modes de production, de consommation et dans les politiques publiques.

Pour nourrir donc un Projet TIGA plus global, le CDPB invite la CAPB à s'appuyer sur les travaux du Conseil des élus et du Conseil de développement qui ont permis d'identifier le Pays Basque au plan national comme un laboratoire de développement durable. Le dispositif a été labellisé « agenda21 » (et terrain d'expérimentation nationale sur l'évaluation en matière de développement durable) puis « TEPCV » avec des études pilotes soutenues par l'ADEME : CLIMAGRI, GOUVERNANCE ALIMENTAIRE, FILIERES VERTES / EMPLOIS VERTS...

II. L'ambition agricole et alimentaire nécessite une dimension recherche/formation/développement ambitieuse.

Le Conseil de développement souhaite apporter une réflexion nouvelle sur l'enseignement supérieur. Le projet « TIGA » pourrait être l'occasion d'y appliquer un modèle tout à fait innovant de type « incubateur universitaire » : centré sur la question de la transition vers l'agro-écologie, intégrant la formation initiale, mais surtout la formation continue des divers acteurs concernés sur le territoire (et au-delà de celui-ci), la recherche et développement (recherches appliquées, pas forcément seulement sur le modèle de la recherche universitaire), l'incubation de projets, et toutes les actions de capitalisation des connaissances issues de l'expérience, la sensibilisation de la société, des paysans, des élus, des techniciens territoriaux...

III. Le Projet TIGA mériterait une ouverture plus affirmée vers le tourisme, la culture et le patrimoine naturel, autour desquels peuvent se dessiner de nouvelles coopérations et innovations (agrotourisme, tourisme culturel et patrimonial valorisant les produits, activités nouvelles....).

Le Conseil de développement a travaillé sur ces deux sujets, comme sur la question de la « marque territoriale ». Le cas échéant, il peut apporter une nouvelle dimension au Projet.

IV. Le positionnement transfrontalier devrait être fortement valorisé dans le Projet TIGA.

L'incubateur universitaire (évoqué au point 2.) serait à envisager au niveau transfrontalier pour lui donner une dimension résolument européenne.

Les dimensions culturelles et touristiques (évoquées en point 3.) seraient également à envisager de manière transfrontalière, car les approches et les ressources dans tous les domaines précitées sont très complémentaires entre le Nord et le Sud du Pays Basque.

V. Le Projet TIGA est l'occasion d'investir pleinement la « logique d'innovation participative » évoquée dans l'AMI : mettre au cœur de ce projet les usagers et les habitants et toute la société civile.

Cette logique participative devra inclure les **jeunes** qui sont les « **consomm'acteurs** » de demain et ainsi « enseigner son agriculture, ses paysans, ses pêcheurs, sa nature et sa culture »...

Le projet devra également porter une attention particulière envers les **populations en situation de précarité alimentaire** tant en terme de besoins non couverts que de qualité alimentaire.

VI. Pour le CDPB, l'exceptionnalité de l'AMI invite à aller plus loin encore pour faire du Pays Basque un territoire innovant dans la complémentarité et la cohésion des territoires ruraux et urbains.

Les travaux prospectifs comme « (a)ménageons le Pays Basque » avaient offerts des pistes très intéressantes, que le CDPB est disposé à actualiser.

Propositions du CDPB

Sur ces bases, le CDPB est disposé à apporter 3 types de contributions :

1. Une contribution sur le contenu du projet, développant les analyses ici esquissées et des axes stratégiques possibles.

Le CDPB pourrait apporter son expertise pour aider à clarifier :

- L'ambition / Ex. faire du Pays Basque un territoire d'avant-garde en terme de modèle d'alimentation et d'agriculture durables, et de cohésion entre espaces ruraux et urbains.
- Les objectifs et axes du projet / Ex. autonomie alimentaire, transition des modèles de production, laboratoire de l'agriculture de montagne au plan européen, relocalisation de la consommation et fabrique des alternatives...
- L'évaluation et la mesure de l'impact en continu du projet par une méthode efficace et des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, notamment auprès des cibles citées dans l'AMI : les habitants et le territoire.

2. Une fiche-projet sur un dispositif participatif mettant l'usager au cœur de la gouvernance du projet

Le CDPB est disposé à proposer de façon concertée avec les acteurs un projet innovant sur cette dimension participative et à en être le porteur pour le compte du collectif. A ce titre, il candidate à être chef de file de la communauté « société civile / consomm'acteurs » et propose de désigner en son sein deux « leaders » qui participeront au comité de candidature.

Exemple de projet : mettre en place un « observatoire collaboratif de la consommation locale » chargé d'engager des actions très concrètes :

- prendre en compte les expériences des consommateurs dans le développement du projet
- mesurer les attentes de consommation, les évolutions, les impacts
- agir sur les comportements, sensibiliser des publics cibles (jeunes, familles...) et le grand public (campagnes de communication, forums/conférences...)
- mener des « challenges de la consommation responsable » (dans la logique des défis familles sur l'énergie)...

Un groupe de citoyens pourrait piloter ce programme sous l'égide du CDPB.

3. Une fiche-projet sur un incubateur d'innovation sociale sur l'alimentation durable.

Pour le CDPB, il s'agirait d'accompagner tout le réseau associatif, entrepreneurial et citoyen, porteur de très nombreuses initiatives, très innovantes mais souvent fragiles économiquement et limitées en termes d'impact grand public. L'enjeu est d'aider ces acteurs à monter en compétences, à mutualiser leurs actions, à pérenniser leurs

projets, à tendre vers une « masse critique » nécessaire en termes d'impact pour le territoire et pour ses habitants.

Les autres dimensions (formation, transfrontalier...) nécessitent des réflexions partagées avec les élus et services de la CAPB, et les autres acteurs du territoire.

« Territoires d'innovation de grande ambition »

Pays Basque, Terre(s) de Nouvelles Agricultures, Territoire d'Alimentation Durable

PORTEUR DE PROJET/ACTION : Organisme / Nom / Mail / Téléphone

Conseil de développement du Pays Basque

Tous documents complémentaires ou annexes peuvent être joints.

1. TITRE et DESCRIPTION DU PROJET/ACTION :

TITRE

Un dispositif participatif pour mettre l'utilisateur au cœur du projet TIGA

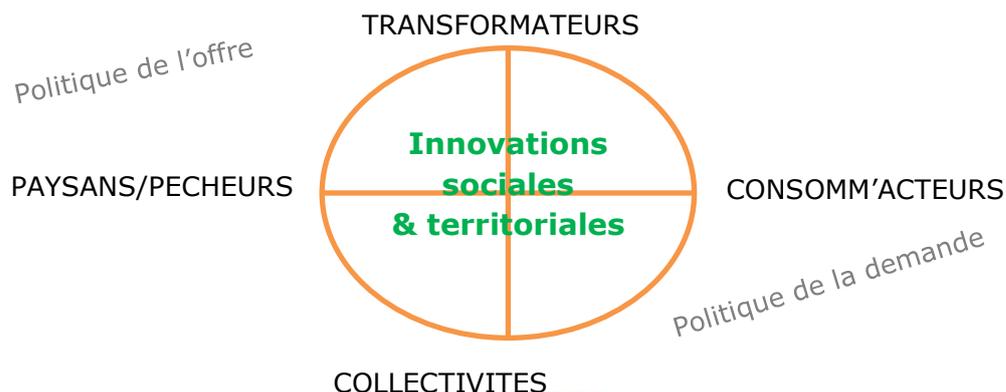
GENESE DU PROJET

L'AMI TIGA envisage un système de gouvernance partagé auprès des différentes communautés identifiées ci-après :

- Les producteurs
- Les entreprises et transformateurs
- Les Signes Officiels de Qualité et les Labels
- Les institutions du monde agricole
- Les institutions publiques et financières
- La société civile, consommateurs, usagers
- Autres : restaurateurs, acteurs du tourisme, services...

C'est effectivement dans la création d'un véritable éco-système territorial vertueux, entre stratégies « d'offre » et stratégies de « demande » (ch. Schéma ci-dessous) que le TIGA Pays Basque trouve toute son originalité pour à la fois :

- améliorer la « chaîne de valeur ajoutée » des différents acteurs économiques
- créer de l'innovation sociale et territoriale, dans l'interaction de toutes ces parties prenantes



Un écosystème plus intégré et plus performant amènera à envisager différemment la « politique de l'offre » et celle de la « demande ». Deux orientations peuvent se dessiner :

STRUCTURER la demande : celle des consommateurs (restauration collective, distribution, modèles alternatifs de consommation)

FAIRE EVOLUER l'offre : celle des paysans, des pêcheurs, des transformateurs, des industriels... l'aide aux filières et à leurs mutations

L'accompagnement au changement sera producteur d'innovations sociales et territoriales dans les modes de production, de consommation et dans les politiques publiques.

Le mode de gouvernance du TIGA et sa capacité à être très collaboratif et participatif sera un levier essentiel pour la réussite de l'ensemble du Projet. Par ailleurs, l'inclusion sociale apparaît comme une ambition majeure de TIGA : améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs économiques concernés par le projet, et à l'autre bout de la chaîne, l'accessibilité des consommateurs locaux, et notamment les plus fragiles, à une alimentation de proximité et de qualité.

Le Conseil de développement du Pays Basque (CDPB) est porteur depuis plus de 20 ans d'une expérience pilote en France dans la participation de la société civile et la gouvernance élus / société civile, acteurs publics / acteurs privés.

Partenaire clé de la Communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB), le CDPB est missionné pour être le « Garant de la participation » dans toutes les politiques et grands projets de la CAPB.

Il se propose de mettre en œuvre cette mission de manière plus intense sur le projet TIGA, en y développant une logique d'innovation participative pour mettre au cœur du projet l'utilisateur, les habitants et tous les acteurs de la société civile.

OBJECTIFS : « Positionner l'utilisateur au cœur de la gouvernance du projet TIGA »

- Intégrer de manière continue dans le projet les besoins évolutifs des différentes parties prenantes (habitants, utilisateurs, acteurs socio-économiques, collectivités publiques...) et ajuster le projet en fonction de ces besoins
- Prendre en compte l'appréciation du projet par l'ensemble de parties prenantes dans une logique d'amélioration continue
- Mesurer les impacts du projet sur les habitants du territoire, et en particulier auprès de ceux qui sont en « précarité alimentaire »

ACTIVITES

AXE 1 : ETRE LE GARANT DE LA PARTICIPATION SUR L'ENSEMBLE DU PROJET TIGA

Le CDPB sera aux côtés de la CAPB et de tous les acteurs du projet pour les conseiller, les accompagner dans des démarches participatives, dont ils auront chacun la maîtrise d'ouvrage. Le CDPB agira en « assistance à maîtrise d'ouvrage » (AMO)

Les actions et les outils développés dans l'axe 1 permettront d'informer les personnes de la tenue du projet, de ses évolutions pour les inciter progressivement à s'impliquer dans une démarche de participation active et durable. En effet, plus les acteurs de la communauté se sentiront informés du projet, interpellés, plus ils auront la volonté d'agir et donc de participer activement. Plusieurs prérequis indispensables en termes de communication seront ainsi développés :

- Ciblage et segmentation des publics bénéficiaires (enfants, parents, enseignants, techniciens de cuisine,..)
- Construction d'un discours en fonction des typologies de cibles
- Identification « d'ambassadeurs » du projet au sein des différents segments de publics (personnes physiques ou morales). Ces personnes pourront servir de relai de communication auprès des acteurs
- Adaptation des outils de communication en fonction des cibles (site web, newsletter, flyers, conférence, ateliers, MOOCs...)
- Communication régulière sur le projet (création de contenus adaptés en fonction des cibles)

En guise d'illustration, le CDPB identifie la volonté de la CAPB de mobiliser l'ensemble des communes pour franchir un cap dans l'achat de produits locaux dans la restauration collective scolaire. Autour de ce défi, un projet participatif pourrait être envisagé par la CAPB, associant toutes les parties prenantes : producteurs, distributeurs, responsables de cantines, cuisiniers, enseignants, personnels administratifs, etc. Avec des projets à caractère alimentaire, de prévention, d'éducation, de formation (Cf fiche action « L'incubateur ESR au service du projet TIGA »), de montée en compétence, etc.

AXE 2 : ANIMER LA PARTICIPATION AUPRES DE LA COMMUNAUTE « SOCIETE CIVILE, CONSOMMATEURS, USAGERS »

Le CDPB se positionne en maître d'ouvrage d'actions visant la sensibilisation de publics non touchés par les autres Communautés (hors donc les publics de la restauration collective, les clientèles de producteurs, distributeurs). L'objectif pour le CDPB est de contribuer au développement d'éco-consommateurs ou consomm'acteurs dans la société basque, afin de structurer une « demande » pérenne, garante d'une relocalisation de la consommation de produits de qualité du territoire.

Le CDPB s'attardera à aller au-delà de la sensibilisation des habitants et de la société civile pour les rendre « acteurs » de leur consommation sur le territoire (s'engager pour son économie, ses emplois, sa durabilité, etc.).

Les objectifs visés par l'ensemble des actions et des outils développés dans l'axe 2 sont de :

- Faire participer la société civile, consommateurs usagers du projet : recueil d'informations et échange réciproque d'informations
- Engager durablement la société civile, consommateurs usagers dans le projet

Dans cette double ambition, le CDPB envisage de développer des supports pour le recueil et l'échange d'information online (plateforme web participative, questionnaires en ligne,...) et supports de communication offline (ateliers participatifs, forum ouvert, ...).

Une communication et une animation régulière de ces différents outils permettront d'asseoir un engagement durable des publics.

Le CDPB propose de travailler sur trois cibles de « publics » :

- Les jeunes de 15 à 29 ans : en formation ou en début d'activité, ils échappent de plus en plus à l'influence scolaire et familiale, et représentent les consommateurs de demain (avec les familles qu'ils vont créer aussi). Le CDPB a travaillé sur cette tranche d'âge à trois reprises.
- Les actifs des entreprises de moins de 50 salariés (1 actif sur 2) : le tissu économique du Pays Basque est constitué à 95% de très petites entreprises ; des entreprises qui ne disposent pas d'outils de restauration collective, et dans lesquelles on trouve une base démographique et sociologique majeure pour conquérir de nouveaux consommateurs d'une production locale et de qualité ; des entreprises où l'engagement entrepreneurial et familial est important, donc où les valeurs sont proches de celles défendues dans TIGA.
- Les habitants en situation de précarité, éloignés d'une alimentation de qualité (en théorie plus chère) et qui plus est de proximité ; en associant acteurs des quartiers ruraux et urbains, le CDPB souhaite mener un travail de sensibilisation spécifique et identifier les leviers technico-économiques pour favoriser leur accès à cette alimentation locale et de qualité.

Sur ces 3 cibles, le CDPB s'engage dans une démarche Recherche-Action. L'Action étant recherchée systématiquement à travers le Fab'Lab' Territorial envisagé (cf. Fiche spécifique) qui doit pouvoir être un lieu d'invention de nouvelles solutions aux questions posées notamment par ces publics.

AXE 3 : MESURER L'IMPACT DU PROJET SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE, CONSOMMATEURS, USAGERS

En phase avec sa mission auprès de la CAPB sur l'évaluation des politiques publiques, le CDPB propose de mettre en place une démarche innovante d'évaluation et de mesure d'impact du projet auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet. La démarche proposée par le CDPB sera développée en cinq étapes clés :

1. Définir le périmètre de l'évaluation (bénéficiaires, temporalité), son objectif (question évaluative), les impacts visés à court, moyen et long terme
2. Choisir une méthodologie de mesure d'impact adaptée au périmètre, objectif et impacts visés (ex : SROI, Outcome Star, groupe témoin,...)
3. Mettre en place les outils de mesure d'impact (questionnaire papier ou online, entretiens directifs, focus groups, observation terrain,..)
4. Mener les études auprès des bénéficiaires et analyser les résultats

5. Communiquer sur les résultats de la mesure d'impact

RESULTATS ATTENDUS

90 % des bénéficiaires du projet (société civile, consommateurs, usagers) informés de la tenue des activités, de leurs avancées et de la tenue de la démarche participative

40 % des bénéficiaires du projet (société civile, consommateurs, usagers) impliqués de manière active dans les processus d'amélioration continue des activités

60 % des bénéficiaires du projet (société civile, consommateurs, usagers) impliqués de manière active dans les processus d'évaluation continue des activités

Niveau de maturité : de 1 (moins mature) à 5 (plus mature) : 3

2. THEMATIQUES :

- Nouveaux modèles de production, nouvelles filières, nouveaux produits
- Nouvelles technologies, du producteur au consommateur
- Une agriculture symbiotique de son territoire dans la gestion des ressources naturelles et l'aménagement de l'espace
- Un projet sociétal au service de la communauté territoriale
- La gouvernance et l'open data

3. DIMENSIONS INNOVANTES, NOUVEAUTE POUR LA FILIERE, L'ENTREPRISE, LE TERRITOIRE

Des outils innovants seront mis en œuvre pour tous les dispositifs participatifs accompagnés par le CDPB en AMO, ou portés directement, en investissant l'open data et l'open innovation, et en visant une démocratie numérique sur une question sensible (« ce que l'on produit / ce que l'on mange »).

L'autre dimension innovante de la démarche est d'apporter aux acteurs des filières concernés, aux producteurs comme aux collectivités publiques, le moyen d'avoir une approche sociétale de leur action, un « feed back » en continue des consommateurs... De leur permettre ainsi d'innover dans leurs modes de productions et de consommation, en phase avec les besoin de la « société » locale.

Un modèle qui pourrait être bien évidemment être essaimé à l'extérieur du Pays Basque, comme un outil intégré offre/demande, favorisant tout à la fois un haut niveau d'innovation et répondant aux défis de la transition écologique et énergétique, qui passe pour partie par une réelle relocalisation de l'économie.

4. PARTENAIRES DE L'ACTION

Le CDPB dispose d'une centaine d'organisations membres de son association, représentatives de la diversité des secteurs d'activités (cf. <http://www.lurraldea.net/fr/conseil-de-developpement-du-paysbasque/composition/repartition-des-membres-du-conseil-de-developpement-garapen-kontseilukokideen-banaketa.html>).

Le CDPB dispose en outre d'une base de données de 2 000 acteurs et citoyens de la société civile, régulièrement mobilisés dans ses travaux.

Pour la cible « Jeunes », le CDPB dispose d'une base de données spécifiques (suite à la mission qu'il a conduit auprès des 15-29 ans) et d'un réseau de professionnels de la jeunesse.

Pour la cible « actifs ». Le CDPB a été incubateur de la première « commission de dialogue social territorial », réunissant la majorité des organisations patronales et syndicats de salariés, dont l'action porte sur l'amélioration des RH dans les TPE/PME.

Pour la cible « publics en précarité », le CDPB compte s'appuyer sur le GIP DSU et sa mission « économie sociale et solidaire » ainsi que sur tout le réseau associatif du milieu rural, les communes et pôles territoriaux de la CAPB.

Pour la dimension « évaluation », le CDPB a été le partenaire du Ministère, en 2011, pour expérimenter le nouveau référentiel d'évaluation des projets de développement durable, mais aussi pour former de

nombreux acteurs locaux aux outils d'évaluation DD / RSE. Il dispose ainsi d'un savoir-faire et de compétences internes, même si une AMO sera nécessaire en complément.

L'évaluation envisagée sera participative, dans les principes mêmes de gouvernance et de développement durable. Elle inclura des représentants de chaque communauté mise en place dans le TIGA.

5. BUDGET PREVISIONNEL

AXE 1 / mission AMO : ingénierie de la participation = 30K€ /an

AXE 2 / MO de 3 dispositifs participatifs = 300K€

AXE 3 / mission évaluation : AMO et outillage = 50K€

6. ELEMENTS DE CALENDRIER

2018 : préfiguration des trois axes / budget : 30K€

2019/2025: mise en œuvre opérationnelle des trois axes : 30K€/an (ingénierie) + 350K€ sur dispositifs participatifs et évaluatifs

« Territoires d'innovation de grande ambition »

Pays Basque, Terre(s) de Nouvelles Agricultures, Territoire d'Alimentation Durable

PORTEUR DE PROJET/ACTION : Organisme / Nom / Mail / Téléphone

Conseil de développement du Pays Basque

Tous documents complémentaires ou annexes peuvent être joints.

1. TITRE et DESCRIPTION DU PROJET/ACTION : Titre, Objectifs, Travaux engagés, Résultats attendus, etc.

TITRE

Un incubateur ESR au service du projet TIGA

OBJECTIFS

« Préfigurer, tester et disséminer un modèle de formation/recherche de nouvelle génération »

- Doter le territoire d'un modèle agile, souple et répondant aux besoins évolutifs du tissu socioéconomique
- Construire un modèle en adoptant une approche globale « demande/offre » et en impliquant ainsi l'ensemble des parties prenantes du territoire
- Permettre aux autres territoires français de bénéficier de l'expertise du Pays Basque en termes de formation/recherche/entrepreneuriat

GENESE DU PROJET

La logique « tendancielle » de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) se base sur un modèle universitaire classique qui tend à :

- renforcer des premiers cycles sur les territoires comme le Pays Basque, qui sont des antennes d'universités
- implanter des activités bac + 5 et plus, déconnectées de ces premiers cycles

Ce modèle de développement conduit à des risques à moyen terme pour le territoire :

- Face à un monde universitaire institutionnel en mutation, entre concurrences internationales, concentrations métropolitaines... Face à des décisions de développement de

l'ESR prises au niveau d'autres centralités que le territoire (Pau, Bordeaux, Paris), **le risque est de voir reléguer le Pays Basque à un développement de l'ESR de seconde zone**

- **Développer une offre de formation peu en phase avec les besoins économiques et sociaux du territoire**

- Évincer les évolutions plus globales de la société, (nouvelles compétences et mobilités du monde du travail et de la vie sociale, aspirations nouvelles des jeunes...) de la stratégie de développement de l'ESR, peut conduire à une **offre décalée avec les besoins de demain**

- **Laisser de côté des questions indispensables pour le développement du territoire tels que la formation continue, la recherche / transfert et l'entrepreneuriat**

À côté de ce mode de développement conventionnel, le Pays Basque dont le « campus » reste embryonnaire peut jouer une autre carte : structurer un autre modèle de formation, de recherche et d'entrepreneuriat, complémentaire à l'offre existante. Ce nouveau modèle s'adosserait sur les atouts du territoire tels que son attractivité, son multiculturalisme et sa situation transfrontalière pour proposer une offre de formation (continue et initiale), de recherche et des dispositifs de formations à l'entrepreneuriat plus innovants, plus souples et agiles, adaptables aux besoins évolutifs du territoire.

Par ailleurs, le CDPB est convaincu qu'il est aujourd'hui indispensable de sortir de la logique tendancielle consistant à préfigurer des modèles suivant des approches top down ou bottom up (offre vs demande). En effet, ces approches conduisent très souvent à des distorsions entre l'offre proposée et la demande effective de la part des bénéficiaires. Le CDPB veillera ainsi à s'adosser sur une approche « hybride », incluant à la fois la vision offre et la vision demande de formation/recherche/entrepreneuriat pour co-conduire avec les acteurs ce modèle innovant. Dans cette logique, le CDPB s'appuiera sur les expertises, les savoir-faire et les besoins des acteurs au niveau territorial, national ou international pour développer ce modèle et trouver des partenariats sur mesure pour chaque typologie de formation. Ainsi, le « **campus de demain** » pourrait être un espace de production de formation, d'accueil multi-sites, à géométrie variable de partenariats (telle formation faite avec une université locale, telle autre avec une université étrangère). Ce « Campus de demain » est aussi « **hors les murs** » (des bâtiments universitaires classiques) : la typologie des formations (plus courtes, plus ciblées, avec des petites promotions...) permet une organisation sur tout le territoire Pays Basque, de Mauléon à Bayonne.

Dans ce cadre, le Conseil de Développement du Pays Basque (CDPB) propose de porter un projet innovant ayant pour ambition de préfigurer, de tester et de disséminer un nouveau modèle d'enseignement supérieur, de recherche et d'entrepreneuriat sur la thématique du TIGA « Pays Basque, Territoire équitable, Terre(s) de nouvelles agricultures ».

ACTIVITES

Le projet sera développé suivant le modèle de l'Open Innovation en intégrant l'ensemble des

parties prenantes de la formation et de la recherche, les acteurs socio-économiques, les jeunes, le monde associatif, le secteur de l'agriculture, de l'alimentation et du développement territorial pour co-construire, tester et disséminer le modèle. L'ensemble de ces partenaires pouvant être, en fonction de leur pertinence, des acteurs du territoire, des acteurs nationaux ou internationaux.

Par ailleurs, l'équipe projet attachera une attention particulière à la mesure de l'impact social du modèle. Elle développera une démarche d'évaluation continue tout au long du projet, notamment sur:

- La qualité, la diffusion des offres de formations proposées et leur impact sur la structuration des filières, la montée en compétences des actifs concernés
- Les retombées scientifiques, économiques et sociales des travaux de recherche engagés
- Le développement l'entrepreneuriat, notamment auprès des jeunes

La démarche d'évaluation intégrera de manière transversale la prise en compte de problématiques économiques et sociales dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'entrepreneuriat, dont par exemple la prise en compte des délaissés de l'enseignement supérieur, des populations en difficulté, de secteurs spécifiques non couverts par l'offre universitaire existante (Exemple : agro-écologie, nouveaux modes de transformation, nouveaux systèmes de logistique et distribution, écologie industrielle et métabolisme territorial appliqué au secteurs Agriculture-Pêche & IAA...).

PHASE 1 : PREFIGURER L'INCUBATEUR ESR

Cette phase a pour vocation de co-construire un nouveau modèle pour la formation supérieure, la recherche et l'entrepreneuriat au Pays Basque en réunissant l'ensemble des parties prenantes actives sur ce sujet. Le CDPB envisage la mise en œuvre de plusieurs activités permettant de préfigurer ce nouveau modèle :

- la réalisation d'études sur des publics et des projets cibles (ex : les attentes des 14-18 ans en termes d'enseignement supérieur, la place à accorder à la formation tout au long de la vie, les capacités d'accueil à haut niveau sur le territoire [doctorants, post-docs...], les modalités de recherche innovantes et participatives [hors standards universitaires actuels], le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement du territoire...)
- le développement et l'animation d'expertises pointues sur ces sujets
- l'organisation de forums ouverts
- l'animation d'un groupe de travail resserré en mode design thinking
- le recueil de paroles/ de points de vues
- ...

Le nouveau modèle proposé permettra de déterminer de manière très opérationnelle la manière dont pourrait s'articuler la formation, la recherche et l'entrepreneuriat sur la

thématique du TIGA « Pays Basque, Territoire équitable, Terre(s) de nouvelles agricultures » :

- Structure porteuse
- Gouvernance
- Partenariats
- Modèle économique
- Publics cibles
- Offre : formation, recherche, accompagnement à l'entrepreneuriat
- Mise en forme et diffusion de l'offre. Ex : quelles modalités pour la transmission des savoirs ancestraux (ex : écobuage, transhumance, ...) ? Comment rendre les savoirs acquis par la pratique transférables (MOOCs, FOAD, formations présentielle, animation...) ?
- Plan de communication et outils

PHASE 2 : TESTER LE MODELE SUR LA THEMATIQUE DU TIGA « PAYS BASQUE, TERRITOIRE EQUITABLE, TERRE(S) DE NOUVELLES AGRICULTURES »

Cette phase propose de tester sur le terrain le nouveau modèle préfiguré en phase 1 sur la thématique du TIGA « Pays Basque, Territoire équitable, Terre(s) de nouvelles agricultures ». Sur la base des offres des acteurs universitaires tels que l'UPPA, l'ESTIA, Bordeaux II, mais aussi d'acteurs pertinents reconnus au niveau national et international sur des thématiques cibles, les activités menées permettront de :

- Donner plus de visibilité et de lisibilité sur les offres de formation existantes (ex : outils de communication et de valorisation, développement d'un centre ressources, formation des techniciens ou des enseignants en lien avec les bénéficiaires des formations, ...)
- Lancer et de proposer de nouvelles offres de formation, en adéquation avec les besoins des bénéficiaires (jeunes, agriculteurs, pêcheurs, citoyens,...) et les expertises des acteurs universitaires identifiés. Ces nouvelles offres de formation pourront répondre à des attentes de la part des producteurs (pêcheurs, agriculteurs) mais également aux attentes des transformateurs, des distributeurs ou encore des consommateurs.
- Mener des recherches appliquées, répondant de manière spécifique aux besoins du territoire en matière d'agriculture et de pêche durable
- Inciter les citoyens (notamment les jeunes) et les acteurs économiques (intrapreneuriat) à entreprendre dans les domaines de l'agriculture et de la pêche durable

Cette phase aura pour vocation d'ajuster le modèle préfiguré en phase 1 au plus proche des réalités de terrain et de lancer une offre adaptable aux besoins évolutifs en matière d'agriculture, de pêche, d'alimentation durable et de développement territorial : formations continues, formations initiales, recherche universitaire, recherche en entreprises... mais aussi toute une dimension sociétale avec des programmations grand public (colloques, conférences...) en lien avec les intervenants de ces formations et sur les différents territoires d'accueil de ces formations.

PHASE 3 : DISSEMINER UN MODELE DE FORMATION/RECHERCHE/ ENTREPRENEURIAT AU PAYS BASQUE, AU NIVEAU NATIONAL, VOIRE INTERNATIONAL

Cette phase permettra d'aborder la partie essaimage du projet sur deux volets :

- Volet essaimage du modèle dans d'autres domaines où le territoire peut créer de nouvelles dynamiques tels que le tourisme, l'économie circulaire, l'Économie Sociale et Solidaire...
- Volet essaimage du modèle au niveau d'autres territoires français voire de l'UE à travers des formations, des séminaires, des publications

RESULTATS ATTENDUS

- Développer un modèle de formation, de recherche et d'entrepreneuriat, innovant, souple et agile, adaptable aux besoins évolutifs du territoire.
- Permettre à toute la chaîne de l'alimentation (production, transformation, distribution, consommation) de monter en compétences. Cette montée en compétences permettra de développer un « pôle de compétences » reconnu internationalement sur la thématique du TIGA « Pays Basque, Territoire équitable, Terre(s) de nouvelles agricultures » et au territoire d'être identifié comme un centre ressources innovant sur le plan international.

Niveau de maturité : de 1 (moins mature) à 5 (plus mature) : 3

2. THEMATIQUES :

- Nouveaux modèles de production, nouvelles filières, nouveaux produits
- Nouvelles technologies, du producteur au consommateur
- Une agriculture symbiotique de son territoire dans la gestion des ressources naturelles et l'aménagement de l'espace
- Un projet sociétal au service de la communauté territoriale
- La gouvernance et l'open data

3. DIMENSIONS INNOVANTES, NOUVEAUTE POUR LA FILIERE, L'ENTREPRISE, LE TERRITOIRE

Le modèle envisagé est une innovation en tant que telle dans le paysage universitaire classique. Il implique un mode de gouvernance tout à fait nouveau, ainsi qu'un modèle économique, alliant partenariats publics et privés, locaux et européens.

L'innovation de processus est au cœur du projet en privilégiant une approche globale et intégrant l'ensemble des acteurs jugés pertinents pour le développement de ce nouveau modèle :

- Acteurs institutionnels
- Acteurs universitaires
- Acteurs de la recherche
- Acteurs socio-économiques
- Acteurs de l'alimentation
- Associations œuvrant dans le domaine de la formation, de l'enseignement, de la recherche
- Jeunesse
- Acteurs pertinents originaires d'autres territoires (échelle monde)
- ...

4. PARTENAIRES DE L'ACTION

Liste non exhaustive des partenaires pressentis pour intégrer la phase 1 du projet :

Acteurs de la formation et de la recherche

UPPA (dont IUT de Bayonne)

ESTIA

Universités de Bordeaux

International Urban Food Network

Universidad del Pais Vasco (San Sebastian)

Universidad de Deusto (Bilbao)

Mondragon Unibertsitatea

Universidad de Navarra

Universidad Publica de Navarra

Et autres universités en Europe...

Acteurs socio-économiques

Chambres consulaires (CCI, Chambre de métiers, chambre d'agriculture)

Cluster Uztartu

Euskal Herriko Laborantza Ganbara

Eusko ikaskuntza Baiona et Donostia

HEMEN

Du Pays Basque Aux Grandes Ecoles

Association Dialogue Social Pays Basque

Acteurs institutionnels et financiers

Communauté d'Agglomération Pays Basque

Conseil Régional Nouvelle Aquitaine

Ministère de l'enseignement supérieur

Union Européenne

Rectorat

Pôle emploi

OPCA

Fondations....

5. BUDGET PREVISIONNEL

Le Conseil de Développement du Pays Basque se propose de piloter la réalisation de la phase 1 pour le compte de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Cette phase, pourra être réalisée durant l'année 2018 et permettra de préfigurer les concours des phases 2 et 3 (modèle économique, structure maître d'ouvrage, partenaires,...).

Phase 1 : 100 K€

Phase 2 et phase 3 : à déterminer en fonction de la phase 1

6. ELEMENTS DE CALENDRIER

Phase 1 : 2018

Phase 2 : 2019 - 2022

Phase 3 : 2022 - 2025

« Territoires d'innovation de grande ambition »

Pays Basque, Terre(s) de Nouvelles Agricultures, Territoire d'Alimentation Durable

PORTEUR DE PROJET/ACTION : Organisme / Nom / Mail / Téléphone

Conseil de développement du Pays Basque

Tous documents complémentaires ou annexes peuvent être joints.

1. TITRE et DESCRIPTION DU PROJET/ACTION :

TITRE

Un FabLab Territorial au service du projet TIGA

GENESE DU PROJET

Le Conseil de Développement du Pays Basque (CDPB) élabore ses actions auprès de deux parties prenantes :

- La Communauté d'agglomération Pays Basque : conduire des réflexions et études, élaborer des contributions sur les politiques publiques, et être le garant de la participation
- La société civile et autres partenaires du territoire : participer aux grands défis du territoire et développer l'innovation sociale

Pour développer l'innovation sociale, le CDPB a mené des expérimentations à plusieurs reprises, notamment sur la jeunesse, sur un projet de marque territoriale, et dernièrement en construisant un outil de Dialogue social territorial avec les partenaires sociaux.

Le CDPB permet de faire émerger de nouvelles actions collectives répondant à de nouveaux besoins socio-économiques, de tester des projets, en offrant un véritable espace d'incubation.

Cette orientation s'accroîtra dans les prochains mois avec le projet de développer un véritable Fab'Lab' Territorial, au service des projets émanant de la société civile et répondant à des défis d'intérêt général. Ce Fablab territorial sera un facilitateur pour les initiatives citoyennes, associatives ou entrepreneuriales, dont l'impact social, sociétal et écologique est avéré.

Premier volet de cet incubateur : la transition écologique & énergétique (TEE). L'ADEME souhaite que le CDPB soit l'un des premiers espaces en France qui accompagne la TEE auprès de la société civile, en complémentarité avec les politiques des collectivités publiques (incarnées ici notamment par le programme « TEPCV » porté par la CAPB).

Le Pays Basque est en effet labellisé TEPCV par l'Etat : Territoire à énergie positive pour la croissance verte. Porté aujourd'hui par la CAPB, ce programme intègre les 6 axes* suggérés par l'Etat et inclue également un axe spécifique sur la « Gouvernance alimentaire », dans la droite ligne du travail mené avec l'IUFN et de l'étude CLIM-AGRI, lancés par le Conseil des élus (en partenariat avec le CDPB).

*les 6 axes :

- Réduire la consommation d'énergie dans les logements, les bâtiments et l'espace public
 - Diminuer les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions liées aux transports
 - Développer l'économie circulaire et la gestion durable des déchets
 - Produire des énergies renouvelables locales
 - Présenter la biodiversité, protéger les paysages et promouvoir l'urbanisme durable
 - Développer l'éducation à l'environnement, l'éco-citoyenneté et mobilisation locale
- + Mettre en place une gouvernance alimentaire

Le CDPB sera donc missionné dès fin 2017 par l'ADEME pour développer l'innovation sociale en faveur de la TEE. Il propose de mettre en priorité les axes du TIGA dans cette fonction d'incubateur territorial.

OBJECTIFS

« Permettre l'émergence et l'aboutissement de projets citoyens / entrepreneuriaux sur la thématique de la production/consommation durable »

- Créer un modèle co-construit par les utilisateurs (qui intègre au maximum l'utilisateur dans la création du modèle et dans son suivi) et duplicable à d'autres thématiques et d'autres territoires
- Proposer un accompagnement « sur-mesure » aux projets de citoyens ou d'entrepreneurs sociaux dans le domaine de la production/consommation durable, et notamment dans la réponse aux défis de la précarité alimentaire

ACTIVITES

Le CDPB ambitionne de créer, tester et animer un dispositif permettant de mobiliser et d'accompagner de manière durable un réseau associatif, entrepreneurial et citoyen, porteur de très nombreuses initiatives, très innovantes mais souvent fragiles économiquement et limitées

en termes d'impact grand public.

Ce dispositif de mobilisation et d'accompagnement sera développé dans un premier temps dans le domaine de la production/consommation durable et permettra de suivre et d'épauler dans la durée des démarches collectives, de mutualisation, de mise en réseau, ou permettant l'émergence d'initiatives innovantes venant de la société civile et en faveur d'un développement durable. Cet incubateur sera ainsi un révélateur, un facilitateur et accélérateur de projets citoyens ou collectifs sur le territoire. Le dispositif permettra de donner envie aux acteurs de s'impliquer sur le territoire, d'aider les acteurs à monter en compétences, à mutualiser leurs actions, à pérenniser leurs projets, à tendre vers une « masse critique » nécessaire en termes d'impact pour le territoire et pour ses habitants.

Par ailleurs, le CDPB attachera **une attention particulière au développement d'un dispositif permettant d'initier et de renforcer des initiatives citoyennes solidaires, à destination des publics isolés ou en difficulté, souvent éloignés des préoccupations liés à une alimentation saine et locale.**

Enfin, le CDPB veillera à développer une démarche d'évaluation du dispositif, en créant une mesure de l'impact social dès sa création. Cette démarche permettra notamment de mesurer l'impact des actions « incubées » en termes de création de valeur économique pour le territoire.

AXE 1 : CREATION DE L'INCUBATEUR TERRITORIAL TIGA

L'approche proposée dans le projet est de créer un dispositif d'accompagnement inédit sur le territoire, non plus à destination d'une cible donnée, mais relevant d'une thématique globale : la production/consommation durable. L'innovation réside ainsi dans la proposition d'une nouvelle offre d'accompagnement à destination de différents acteurs du territoire pouvant développer des initiatives complémentaires et mutualiser leurs savoir-faire.

Afin de s'assurer que le dispositif réponde aux attentes des citoyens et soit utilisé de manière pérenne par ces derniers, le CDPB intégrera l'ensemble des bénéficiaires attendus et privilégiera une approche « bottom up » dans la création du dispositif.

De nombreux dispositifs d'accompagnement existent sur le territoire, et surtout à destination des entreprises (incubateur d'Izarbel, ETIcoop, Olatu Leku, CLEJ, Réseaux d'entrepreneurs, Odace, Aldatu, Indar, Lanazia, ...). Le CDPB souhaite s'appuyer sur les expertises et les outils de ces acteurs pour co-construire avec eux un dispositif mutualisé d'innovation sociale sur la thématique de la production/consommation durable. Il souhaite aussi impliquer tout le réseau associatif et entrepreneurial, souvent plus militant, à l'initiative de nombreuses initiatives (monnaie locale, projet sur le « vrac », etc.).

Le CDPB pourra s'adosser à des dispositifs de mobilisation et de

participation online (ex : site web participatif) et offline (ex : world café, forum ouverts, groupes de travail ou s'appuyant sur des démarches de design thinking).

L'aboutissement de cette phase permettra de définir le modèle économique final de cet « incubateur » et l'offre de compétences et de services qu'il proposera aux usagers.

AXE 2 : ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJET

Le CPPB s'attachera à proposer des accompagnements sur mesure en fonction des cibles (citoyens, collectifs de citoyens, associations, étudiants...) et du degré de maturité des projets (idée, émergence, amorçage, changement d'échelle,...).

Des partenariats pourront également être noués avec des institutions ou des acteurs socio-économiques afin de pouvoir répondre à l'ensemble des attentes des bénéficiaires.

Plusieurs pistes d'accompagnement ont déjà pu être pressenties tels que des formations individuelles ou collectives, le développement de MOOC.

- L'information et la mobilisation des acteurs du territoire est indispensable pour faire connaître l'incubateur, pour inciter les acteurs à agir en faveur de la production/consommation durable et pour s'assurer d'une participation durable de la part des bénéficiaires. Des partenariats avec des acteurs du territoire, tels que les acteurs de l'enseignement supérieur pourront être envisagés afin de s'assurer de l'implication de la jeunesse dans le dispositif. En parallèle, des outils de mobilisation et de communication online et offline pourront être développés (événements thématiques, site participatif, tutoriels online, ...)

RESULTATS ATTENDUS

- Développer un dispositif d'innovation social identifié et utilisé durablement par les acteurs du territoire (citoyens, entreprises, associations)
- Initier et renforcer des initiatives citoyennes solidaires en faveur des publics isolés ou en difficulté en matière d'alimentation.

Niveau de maturité : de 1 (moins mature) à 5 (plus mature) : 3

2. THEMATIQUES :

- Nouveaux modèles de production, nouvelles filières, nouveaux produits**
- Nouvelles technologies, du producteur au consommateur**
- Une agriculture symbiotique de son territoire dans la gestion des ressources naturelles et l'aménagement de l'espace**
- Un projet sociétal au service de la communauté territoriale**
- La gouvernance et l'open data**

3. DIMENSIONS INNOVANTES, NOUVEAUTE POUR LA FILIERE, L'ENTREPRISE, LE TERRITOIRE

Si l'outil final devra être proprement innovant et répondre à de vrais besoins économiques et sociaux, le caractère innovant réside dans la fabrication même de l'outil et sa gouvernance : il sera élaboré suivant un mode collaboratif et participatif, et son pilotage futur (dont fait partie l'évaluation) passera par un dispositif co-géré par les usagers de cet outil.

La phase de création et de co-construction du dispositif ainsi que la phase de mise en place opérationnelle seront réalisées suivant une approche d'open innovation permettant d'inclure l'ensemble des bénéficiaires du dispositif et du cycle de vie du projet : création, animation et évaluation.

4. PARTENAIRES DE L'ACTION

Le CDPB a pu identifier une liste non exhaustive d'acteurs à mobiliser dans le cadre de la création du dispositif (AXE1). Les partenaires du projet de l'AXE 2 pourront être identifiés dans un second temps grâce au travail de préfiguration de l'incubateur d'innovation sociale.

Partenaires présentés dans le cadre de l'AXE 1 :

Communauté d'Agglomération Pays Basque

Conseil Régional Nouvelle Aquitaine

ESTIA

UPPA (dont IUT de Bayonne)

HEMEN

Trois chambres consulaires

Euskal Herriko Laborantza Ganbara

MJC et MVC du territoire

Association ALDATU

CADE

Association BIZI !

Herrikoa

Jeune Chambre Économique du Pays Basque

Mission Locale Avenir Jeunes Pays Basque

Association Atherbea

Banque alimentaire de Bayonne

...

5. BUDGET PREVISIONNEL

Le Conseil de Développement du Pays Basque se propose de piloter la réalisation de l'axe 1 (phase de préfiguration du dispositif d'innovation sociale) pour le compte de la CAPB. Cette phase, pourra être réalisée durant l'année 2018 et permettra de préfigurer les concours de l'axe 2 (modèle économique, structure maître d'ouvrage, partenaires,...).

Axe 1 : 30 K€

Axe 2 : à terminer en fonction de la phase 1

6. ELEMENTS DE CALENDRIER

(si possible)

Axe 1 : 2018

Axe 2 : 2019 - 2025